‘

**APPEL A PROJETS FEDER**

**Patrimoine culturel et touristique**

|  |  |
| --- | --- |
| Programme FEDER/FSE+/FTJ  2021-2027  Région Hauts-de-France | **APPEL A PROJETS FEDER**  **2024** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Type  Appel à projets | 🞎 permanent  ponctuel | N°  Appel à projets |  |
|  | | | |
| Service guichet | Direction Europe  [Europe-patrimoine@hautsdefrance.fr](mailto:Europe-patrimoine@hautsdefrance.fr) | | |
|  | | | |
| Le présent appel à projets se fonde sur la méthode et les critères de sélection validés par la délibération n°2024.XXXXX du Conseil Régional du 30 mai 2024 relative à la mise en œuvre du Programme Régional FEDER-FSE+FTJ Hauts-de-France 2021-2027: Appel à projets Patrimoine culturel et touristique et a été validé par le Comité de suivi du 16/05/2024. | | | |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Objectif stratégique | 5 | Une Europe plus proche des citoyens par l’encouragement du développement durable et intégré de tous les types de territoires et des initiatives locales |
|  | | |
| Priorité | 7 | Contribution au développement d’une approche intégrée, durable et solidaire |
|  | | |
| Objectif spécifique | 5.1 | Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines |
|  | | |
| Action | 4 | Appel à projets Patrimoine culturel et touristique |

Modalités de dépôt des candidatures à cet appel à projets :

|  |  |
| --- | --- |
| En ligne | Par email à l’adresse suivante : [Europe-patrimoine@hautsdefrance.fr](mailto:Europe-patrimoine@hautsdefrance.fr)  En indiquant expressément : Candidature à l’AAP « Patrimoine culturel et touristique » |
|  | |
| Date limite | Mardi 15 octobre 2024 inclus |

Table des matières

[1. Le cadre réglementaire de la programmation 2021-2027 6](#_Toc161648948)

[2. Le contexte 7](#_Toc161648951)

[3. Les objectifs 8](#_Toc161648952)

[4. LES PRINCIPES GENERAUX D’INSTRUCTION 9](#_Toc161648953)

[5. L’instruction PHASE 1 : la recevabilité DES DOSSIERS et L’Eligibilité temporelle et materielle des opérations 10](#_Toc161648954)

[6. L’INSTRUCTION PHASE 2 : LA SELECTION DES OPERATIONS 14](#_Toc161648962)

[7. L’INSTRUCTION PHASE 3 : L’ELIGIBILITE DES DEPENSES 16](#_Toc161648963)

[8. MODALITES DE CALCUL DE L’aide européenne 18](#_Toc161648965)

[9. Les INSTANCES DE VALIDATION DES OPERATIONS SELECTIONNEES 19](#_Toc161648966)

[10. Les MODALITES DE CANDIDATURE 20](#_Toc161648969)

[ANNEXE 1 RELATIVE AUX OBLIGATIONS EN MATIERE DE PUBLICITE 21](#_Toc161648970)

[ANNEXE 2 CARTOGRAPHIE DES ZONES ELIGIBLES A l’APPEL A PROJETS 23](#_Toc161648971)

[ANNEXE 3 Dossier de CANDIDATURE 24](#_Toc161648972)

# Le cadre réglementaire de la programmation 2021-2027

La programmation 2021-2027 du FEDER en Hauts-de-France est encadrée par plusieurs textes de référence qui fixent le cadre réglementaire au niveau européen et national.

Ainsi, ce présent appel à projets vous présente les quelques références clefs avec les principaux éléments, qui viennent construire l’architecture du Programme régional FEDER-FSE+-FTJ Hauts-de-France et encadrer les demandes de subvention.

Nous vous invitons à consulter le Document de Mise en Œuvre qui présente les dispositions réglementaires européennes et nationales auxquels sont soumis les porteurs de projets souhaitant bénéficier d’un cofinancement européen.

# La législation européenne

|  |
| --- |
| [Règlement (UE) 2021\_1060 portant dispositions communes](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32021R1060) (RPDC) |
|  |
| [Règlement (UE) 2021\_1058 relatif au fonds européen de développement régional (FEDER)](https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX%3A32021R1058) |
|  |

# LE CADRE NATIONAL

|  |
| --- |
| [Décret n° 2022-608 du 21 avril 2022 fixant les règles nationales d'éligibilité des dépenses des programmes européens de la politique de cohésion et de la pêche et des affaires maritimes pour la période de programmation 2021-2027](https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000045638719?init=true&page=1&query=d%C3%A9cret+%C3%A9ligibilit%C3%A9+des+d%C3%A9penses+fonds+europ%C3%A9ens&searchField=ALL&tab_selection=all) |
|  |
| [Document d’appui méthodologique sur l’éligibilité des dépenses cofinancées par les fonds européens période de programmation 2021-2027 – Agence Nationale de la cohésion des territoires](https://www.europe-en-france.gouv.fr/fr/ressources/document-dappui-methodologique-sur-leligibilite-des-depenses-cofinancees-par-les-fonds) |
|  |

# Le contexte

La Région Hauts-de-France, en tant qu’Autorité de Gestion des fonds européens pour la période 2021-2027, est responsable de la mise en œuvre du Programme Régional FEDER-FSE+-FTJ 2021-2027 Région Hauts-de-France.

A ce titre, elle s’est engagée au travers du :

|  |  |
| --- | --- |
| FEDER | à soutenir le développement des territoires en lien avec l’objectif stratégique d’ **« une Europe plus proche des citoyens » (OS 5)** |

Le présent appel à projets (AAP) relève de la priorité et de l’objectif spécifique suivants :

|  |  |
| --- | --- |
| **Priorité** | 7 - Contribution au développement d’une approche intégrée, durable et solidaire |
|  |  |
| **Objectif spécifique** | 5.1 - Encourager le développement social, économique et environnemental intégré et inclusif, la culture, le patrimoine naturel, le tourisme durable et la sécurité dans les zones urbaines |
|  |  |
| **Action** | 4 - Appel à projets Patrimoine culturel et touristique |
|  |  |
| **Enveloppe allouée pour cet AAP** | 15M€ |

# Les objectifs

Le Schéma Régional d’Aménagement, de Développement Durable et d’Egalité des Territoires (SRADDET) de la Région Hauts-de-France identifie les secteurs du tourisme et de la culture comme des vecteurs de développement de l’attractivité du territoire régional. Si le développement de ces secteurs a bien progressé, la Région a pour objectif de diversifier l’offre touristique, notamment en s’appuyant sur ses richesses patrimoniales et culturelles.

Dans le cadre de cet appel à projets, le patrimoine culturel désigne un patrimoine matériel ayant des significations symboliques, artistiques, esthétiques, ethnologiques ou anthropologiques, scientifiques et sociales, regroupant les monuments, les groupes de bâtiments et sites, les musées. Il comprend également les sites ou monuments de mémoire et le patrimoine industriel, les équipements patrimoniaux à vocation culturelle et le patrimoine naturel.

Le patrimoine touristique constitue une offre liée à un type d’activité touristique pour lequel la motivation essentielle du visiteur est d’apprendre, de découvrir, d’expérimenter et de consommer des attractions et des produits tangibles et intangibles d’une destination au travers d’une expérience vécue. A ce titre, les résultats des travaux menés par Hauts-de-France Tourisme sur le développement de l’expérience visiteur dans les musées pourrait servir de guide pour favoriser la mise en tourisme de ces équipements. Le patrimoine culturel doit s’inscrire dans un processus de mise en tourisme, dans un objectif de développement local et de cohésion sociale et territoriale.

Cet appel à projets a pour objectif de soutenir des opérations d’envergure du patrimoine culturel et touristique de la Région Hauts-de-France, à condition que le projet soit structurant à l’échelle intercommunale, départementale ou régionale.

Par structurant, il est attendu que le projet concourt à participer à l’attractivité du territoire, en valorisant l’image du territoire concerné et en participant au dynamisme du développement local.

Le patrimoine soutenu ne devra pas nécessairement être classé ou inscrit, mais son intérêt patrimonial remarquable devra être démontré une autorité publique compétente.

L’appel à projets vise à :

* soutenir la transition écologique et numérique du patrimoine déjà mis en tourisme, notamment en soutenant la transition des usages existants ou l’émergence de nouveaux usages pour améliorer le parcours des visiteurs.
* soutenir la mise en tourisme de patrimoine culturel et/ou touristique sur le territoire régional urbain : il s’agira de soutenir la création d’un lieu touristique qui permettra la valorisation d’un élément du patrimoine non mis en valeur à ce jour, notamment par la mise à disposition d’outils de médiation culturelle pour les publics. Le soutien aux transitions écologiques et numériques dans le processus de mise en tourisme sera privilégié pour la sélection des opérations.

# LES PRINCIPES GENERAUX D’INSTRUCTION

Les services instructeurs procèdent à l’instruction des dossiers sur la base d’un rapport d’instruction type. Tout au long du processus, l’instructeur peut demander au porteur de projet les pièces complémentaires qu’il juge nécessaires.

L’instruction des dossiers se déroule en 3 phases :

* L’étude de la recevabilité des candidatures et l’examen de l’éligibilité temporelle et matérielle des opérations ;
* La sélection des opérations ;
* L’examen de l’éligibilité des dépenses.

# L’instruction PHASE 1 : la recevabilité DES DOSSIERS DE CANDIDATURE et L’Eligibilité temporelle et materielle des opérations

# la recevabilite des dossiers de CANDIDATURE

Un dossier de candidature est considéré comme recevable s’il remplit l’ensemble des critères suivants :

* Avoir été transmis dans les délais mentionnés dans le calendrier prévu de l’appel à projets ;
* Concerner une opération non achevée à la date du dépôt du dossier sur le portail e-Synergie, sauf si une lettre d’intention spécifique a été adressée auparavant à l’Autorité de Gestion.

# L’éligibilité matérielle et temporelle des opérations

L’éligibilité temporelle et matérielle dépend des éléments suivants :

* L’éligibilité des structures porteuses ;
* Le coût minimal des opérations ;
* L’éligibilité temporelle ;
* L’éligibilité géographique ;
* Le type d’actions éligibiles.

Le service instructeur examine la conformité de la candidature à l’ensemble des critères de recevabilité et d’éligibilité fixés dans le présent appel à projets. Le non-respect d’un de ces critères d’éligibilité entraîne l’arrêt de l’instruction et donne lieu à un avis défavorable motivé.

# *Les structures porteuses éligibles*

Les structures porteuses éligibles pour cet appel à projets sont les suivantes :

* Les collectivités territoriales et leurs groupements, leurs opérateurs publics et privés,
* Les associations.

# *Le coût minimal de l’opération*

Pour être éligible à cet appel à projets, le coût minimal prévisionnel de l’opération doit être de **1 millions d’euros HT ou TTC** selon le régime TVA applicable à votre opération.

# *L’éligibilité temporelle de l’opération*

La période prévisionnelle d’éligibilité de l’opération (c’est-à-dire la réalisation physique de l’opération) devra s’inscrire dans la période **du 1er janvier 2021 au 31 décembre 2027**.

Le bénéficiaire s’engage à informer la Région du commencement d’exécution de l’opération. Sauf en cas d’application d’une disposition contraire liée à la mise en œuvre d’un régime d’aide, une opération peut avoir commencé avant le dépôt de la demande de subvention européenne, l’essentiel étant qu’à la date de la demande, l’opération ne soit pas achevée.

# *Le lIeu de réalisation (eligibilité geograpHique)*

Une opération est éligible dès lors qu’elle est réalisée sur le territoire des Hauts-de-France et qu’elle s’inscrit en zone urbaine. La cartographie des zones éligibles est disponible en Annexe 2 de cet appel à projets et à l’adresse suivante : <https://sig.hautsdefrance.fr/ext/mv/?config=apps/domo_patrcult.xml>

Les territoires de la Métropole Européenne de Lille (MEL) et la Communauté d’Agglomération d’Amiens Métropole ainsi que leurs communes-membres ne sont pas éligibles à cet Appel à projets. Le dispositif spécifique ITI (Investissement Territorial Intégré) est notamment dédié à la mise en œuvre de cet objectif stratégique. Il est donc préconisé aux porteurs de projets de ces territoires de se rapprocher directement de la MEL et la Communauté d’Agglomération d’Amiens Métropole.

# *Types d’Actions soutenues (Actions éligibles)*

L’appel à projets pourra concourir notamment au cofinancement des actions suivantes :

* La construction, la rénovation, l’extension d’infrastructures permettant la mise en tourisme d’un élément patrimonial existant non valorisé ou permettant l’amélioration du parcours visiteur et/ou la création d’un nouveau parcours visiteur pour les éléments patrimoniaux déjà mis en tourisme ;
* La restauration et la réhabilitation de l’élément de patrimoine visant à la consolidation des usages existants et/ou la création de nouveaux usages ;
* La création ou l’amélioration du parcours des visiteurs, que ce soit en termes d’accessibilité, de muséographique, de scénographie, d’usages numériques, de médiation culturelle.

Le soutien à la transition numérique pourra permettre l’utilisation de nouvelles technologies pour développer des expériences d’immersion et de valorisation des infrastructures soutenus.

Les actions soutenues devront respecter les critères d’éligibilité suivantes :

* Elles concernent un élément de patrimoine culturel et touristique d’envergure intercommunale, départementale et régionale :
* Elles doivent présenter un caractère intégré : les opérations devront s’inscrire dans une dynamique territoriale, issue d’une stratégie de développement (culturel et touristique par exemple).

Sont exclus de cet appel à projets :

* Le patrimoine culturel immatériel comme les festivals, les célébrations, les évènements etc ; les évènements ponctuels et saisonniers ; les installations et expositions démontables ainsi que les lieux de culte sacralisés ;
* Les projets dont la finalité d’usage serait hôtelière. Dans le cas des projets à finalités d'usage multiples, le projet pourra faire l'objet d'un financement au titre du présent appel à projets mais les dépenses relatives à l'usage hôtelier seront exclues.
* Les travaux d’aménagement de sites naturels (voies et infrastructures d’accès ou de délestage, parkings, mobilier, signalétique).
* Les opérations dont les travaux programmés portent **exclusivement** sur de la mise aux normes et de l’entretien courant.

**RECAPITULATIF D’INSTRUCTION PHASE 1 :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Recevabilité** | | |
| 1 | Le dossier a été déposé avant la date limite de réponse à l’AAP (mardi 15 octobre 2024 inclus). | Oui  Non |
| 2 | Le dossier est complet : il comporte l’ensemble des pièces demandées | Oui  Non |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Critères d’éligibilité** | | |
| 1 | Le porteur est un bénéficiaire éligible à l’AAP. | Oui  Non |
| 2 | L’opération est éligible temporellement. | Oui  Non |
| 3 | L’opération prend place dans une zone urbaine, conformément à la cartographie en annexe. | Oui  Non |
| 4 | L’opération respecte le seuil minimal de dépenses éligibles prévisionnelles (1 000 0000 € HT ou TTC selon le regime TVA applicable à l’opération). | Oui  Non |
| 5 | L’opération présente un élément de patrimoine culturel et/ou touristique d’envergure intercommunale, départementale ou régionale. | Oui  Non |
| 6 | L’opération s’inscrit dans une stratégie locale. | Oui  Non |
| 7 | L’opération concerne l’une des actions éligibles. | Oui  Non |

# L’INSTRUCTION PHASE 2 : LA SELECTION DES OPERATIONS

Les dossiers déclarés recevables et éligibles au titre du présent appel à projets feront l’objet d’une notation par un comité technique de sélection qui procédera à l’analyse des candidatures sur la base des critères de sélection détaillés ci-après. Les dossiers seront alors classés par ordre décroissant au regard de leur note obtenue traduisant la qualité d’ensemble des opérations les unes par rapport aux autres.

A partir de ce classement, le comité technique de sélection proposera pour avis au CUP une liste d’opérations à sélectionner dans la limite de l’enveloppe financière disponible.

Les opérations ayant obtenu une note inférieure à 25 points donneront lieu à un avis défavorable motivé.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Critères de sélection** | | | **Note maximale** |
|  | *Coeff* | *Questionnements destinés à aider le porteur dans la prise en compte des critères de sélection* |  |
| **1 ) Contribution du projet à la stratégie territoriale définie**  Adéquation du projet avec les objectifs stratégiques du territoire (stratégie locale désignée par le porteur dans sa candidature) | 1 | En quoi le projet contribue-t-il à la mise en œuvre de la stratégie territoriale? Comment le projet intégre-t-il les objectifs stratégiques du territoire? | 5 |
| **2) Contribution du projet à la mise en tourisme et/ou l'amélioration du parcours visiteur** | 3 | Dans quelle mesure les actions prévues dans le projet contribuent-elles à la mise en tourisùe et/ou à l'amélioration du parcours du visiteur? Dans quelle mesure les actions prévues permettent-elles une nouvelle dynamique de l'infrastructure culturelle et/ou touristique ? Dans quelle mesure les actions prévues permettent-elles une nouvelle dynamique du territoire d'implantation de l'infrastructure ? | 5 |
| **3) Contribution du projet à la transition écologique** | 2 | Dans quelle mesure les actions prévues prennent en compte une dimension significative d'amélioration de la performance énergétique ? | 5 |
| **4) Contribution du projet à la transition numérique** | 2 | Dans quelle mesure les actions prévues prennent en compte une dimension significative de transition numérique ? Dans quelle mesure les actions prévoient-elles l'usage du numérique comme outil de démocratie culturelle? Dans quelle mesure les actions prévoient-elles le recours au numérique comme vecteur de valorisation du patrimoine? | 5 |
| **5) Contribution du projet à l’inclusion, l’interactivité et l’accessibilité des visiteurs** | 1 | Dans quelle mesure le projet prévoit-il des aménagements spécifiques aux besoins spécifiques des visiteurs?  Dans quelle mesure le projet prévoit-il des aménagements favorisant l'interactivité des visiteurs? Dans quelle mesure le projet prévoit-il des aménagements innovants et/ou basés sur l'expérimentation? | 5 |
| **6) Prise en compte de l’implication des citoyens / habitants / usagers /visiteurs** | 1 | Quelle est la place des habitants et/ou des citoyens / habitants / usagers /visiteurs dans l’élaboration, la mise en œuvre et le suivi du projet? | 5 |

**Note sur 50 points** :

Les porteurs ayant obtenus une note supérieure ou égale à 25 sur 50 seront notifiés de leur sélection par courrier et disposeront d’un délai de 6 mois pour finaliser le dépôt complet de leur dossier de demande de subvention FEDER, sur la plateforme E-SYNERGIE.

A l’issue de cette période, si les porteurs n’ont pas complété intégralement leur dossier (AR complet faisant foi), celui-ci sera considéré comme abandonné et le dossier ne pourra être programmé au titre de cet appel à projets. Le dossier sera alors soumis au Comité Unique de Programmation pour avis défavorable.

☞ **La sélection de l’opération dans le cadre de l’appel à projets ne donne pas droit automatiquement à l’octroi d’une subvention européenne.** La décision créatrice de droits interviendra via arrêté du Président du conseil régional après instruction de l’opération (analyse du plan de financement, respect des obligations européennes notamment lées aux marchés publics, et à la règlementation des aides d’Etat…) et présentation en comité de programmation.

# L’INSTRUCTION PHASE 3 : L’ELIGIBILITE DES DEPENSES

* 1. **L’ANALYSE de L’éligibilité des dépenses**

Les dépenses éligibles constituent le coût total éligible (CTE) du projet.

Elles doivent être :

* liées directement et nécessaires à la réalisation du projet
* justifiables par des pièces comptables et non comptables probantes
* prévues dans le plan de financement du projet
* réalisées et acquittées (c’est-à-dire payées et décaissées) entre le 1er janvier 2021 et le 31 décembre 2029

Les règles d’éligibilité fixées au niveau national, européen, et par le programme s’appliquent à l’ensemble des dépenses de l’opération, qu’elles soient financées sur fonds européens ou sur fonds nationaux publics ou privés.

Ne seront retenues dans l’assiette de l’aide que des dépenses conformes aux dispositions règlementaires, et répondant aux critères définis dans le programme du FSE+/FEDER/FTJ.

# LE DETAIL DES DEPENSES ELIGIBLES ET EXCLUES

Les dépenses éligibles sont présentées sur la base des coûts réels conformément au décret d’éligibilité des dépenses 2022-608 du 21 avril 2022.

Ne peuvent être retenues dans l’assiette éligible de l’aide que les dépenses conformes aux règles d’éligibilité européennes, nationales et régionales (DOMO), y compris en matière de commande publique, applicables à l’ensemble des dépenses de l’opération. Toute dépense non conforme aux règles précitées sera retirée par l’autorité de gestion et entraînera le cas échéant une révision de la subvention demandée.

Les dépenses ne doivent en aucun cas avoir été déclarées dans le cadre d’une autre opération cofinancée par le même programme ou un autre programme européen.

Les dépenses suivantes sont éligibles pour les opérations s’inscrivant dans le présent appel à projets :

* Dans le cadre visant à la mise en tourisme : Coûts de construction, de modernisation, de conservation ou d’amélioration de l’infrastructure, pour autant que chaque année, sa capacité, tant en termes de temps que d’espace, soit utilisée au moins à 80 % à des fins culturelles;
* Dans le cadre d’un projet soutenant la transition d’usage existants ou de nouveaux usages d’un patrimoine déjà mis en tourisme : Coûts de sauvegarde, de préservation, de restauration et de réhabilitation du patrimoine culturel matériel**, en dehors** des coûts supplémentaires générés par le stockage dans des conditions appropriées et l’utilisation d’outils et de matériaux spéciaux ainsi que les coûts de documentation, de recherche, de numérisation et de publication;
* Coûts supportés pour rendre le patrimoine culturel plus accessible au public, ce qui inclut les coûts liés à la numérisation et à d’autres nouvelles technologies (par exemple, des dispositifs innovants de médiation culturelle proposés aux publics), les coûts engagés pour améliorer l’accessibilité pour les personnes ayant des besoins particuliers (rampes et ascenseurs destinés aux personnes handicapées, indications en braille, expositions touche-à-tout dans les musées, notamment) et pour promouvoir la diversité culturelle en matière de présentations, de programmes et de visiteurs
* Dans ce cadre, les aménagements paysagers pourront être éligibles s’ils font partie intégrante du caractère patrimonial du projet.

Les dépenses suivantes sont exclues pour les opérations s’inscrivant dans le présent appel à projets :

* Coûts d’acquisition, ce qui inclut la location-vente, le transfert de possession ou le déplacement physique du patrimoine culturel;
* Coûts de fonctionnement de la structure ;
* Coûts du projet relatif à l'usage hôtelier éventuel de la structure
* Frais liés au changement de propriétaire et frais de cession ; aléas de travaux ; frais de gardiennage et de sécurité ; assurances dommages-ouvrages
* VRD, aménagements paysagers et éclairage public ne concourant pas à la mise en valeur du patrimoine ou pour le cheminement vers celui-ci ; Signalétique de valorisation et de promotion du site ; mobilier urbain ; plantations d’espèces invasives.

# MODALITES DE CALCUL DE L’aide européenne

**Le montant maximum FEDER attribué à chaque opération dans le cadre de cet AAP est de 3 millions d’euros.**

Une fois l’appel à projet finalisé et la sélection des opérations validée, le montant maximum prévisionnel de l’aide européenne sera défini, en cours l’instruction des opérations sélectionnées en vue de leur programmation.

Par ailleurs, le montant maximum prévisionnel de l’aide européenne prendra notamment en compte :

* Le montant des contreparties nationales publiques ou privées apportées à l’opération ;
* Le taux maximum d’aide publique autorisé par la réglementation européenne et nationale sur les aides d’Etat ;
* Le calcul du déficit de financement de l’opération ;
* Le montant des recettes valorisées sur l’opération, le cas échéant.

# Les INSTANCES DE VALIDATION DES OPERATIONS SELECTIONNEES

# LA Présentation en comité UNIQUE de programmation

Le Comité Unique de Programmation est une instance coprésidée par le Président du Conseil Régional et le Préfet de Région.

Au terme de l’instruction, les dossiers sont présentés auprès de cette instance pour qu’elle rende un avis favorable ou défavorable.

La liste des dossiers non recevables, abandonnés ou déprogrammés est présentée uniquement pour information.

# LA Décision de l’autorité de gestion

Conformément à la délégation du Conseil régional à son Président, ce dernier prendra, après avis du comité unique de programmation, les décisions de rejet ou d’attribution des aides FEDER. Les porteurs de projets en seront informés par courrier.

A la suite des décisions d’attribution, une convention sera conclue entre l’Autorité de gestion et le bénéficiaire

# Les MODALITES DE DEPOT de CANDIDATURE

La candidature accompagnée des pièces demandées est à soumettre selon les modalités suivantes :

* Par email à l’adresse suivante : [Europe-patrimoine@hautsdefrance.fr](mailto:Europe-patrimoine@hautsdefrance.fr)
* En indiquant expressément : Candidature à l’AAP « Patrimoine culturel et touristique »

Les pièces demandées sont les suivantes :

* Dossier de candidature complété et signé (annexe 3) ;
* Document attestant la capacité du représentant légal à représenter et engager la structure ;
* Délégation de signature, le cas échéant.

**NB : les candidats sont invités à utiliser le dossier de candidature en annexe, mais peuvent ajouter tout élément complémentaire qu’ils jugent nécessaire pour la bonne compréhension de sa candidature. L’envoi des pièces complémentaires peut se faire par l’utilisation d’un service de transfert de fichiers.**

Pour plus d’informations, se référer aussi au site Europe en Hauts-de-France.

*

**Concernant les obligations réglementaires du porteur et autres informations nécessaires pour vous aider à déposer votre dossier, vous pouvez vous reporter au Document de Mise en Œuvre (DOMO) et au site** <https://europe-en-hautsdefrance.eu/>

**Les contacts et renseignements**

**Région Hauts-de-France**

Direction Europe

[Europe-patrimoine@hautsdefrance.fr](mailto:Europe-patrimoine@hautsdefrance.fr)

*Contact général* : [Europe@hautsdefrance.fr](mailto:Europe@hautsdefrance.fr)

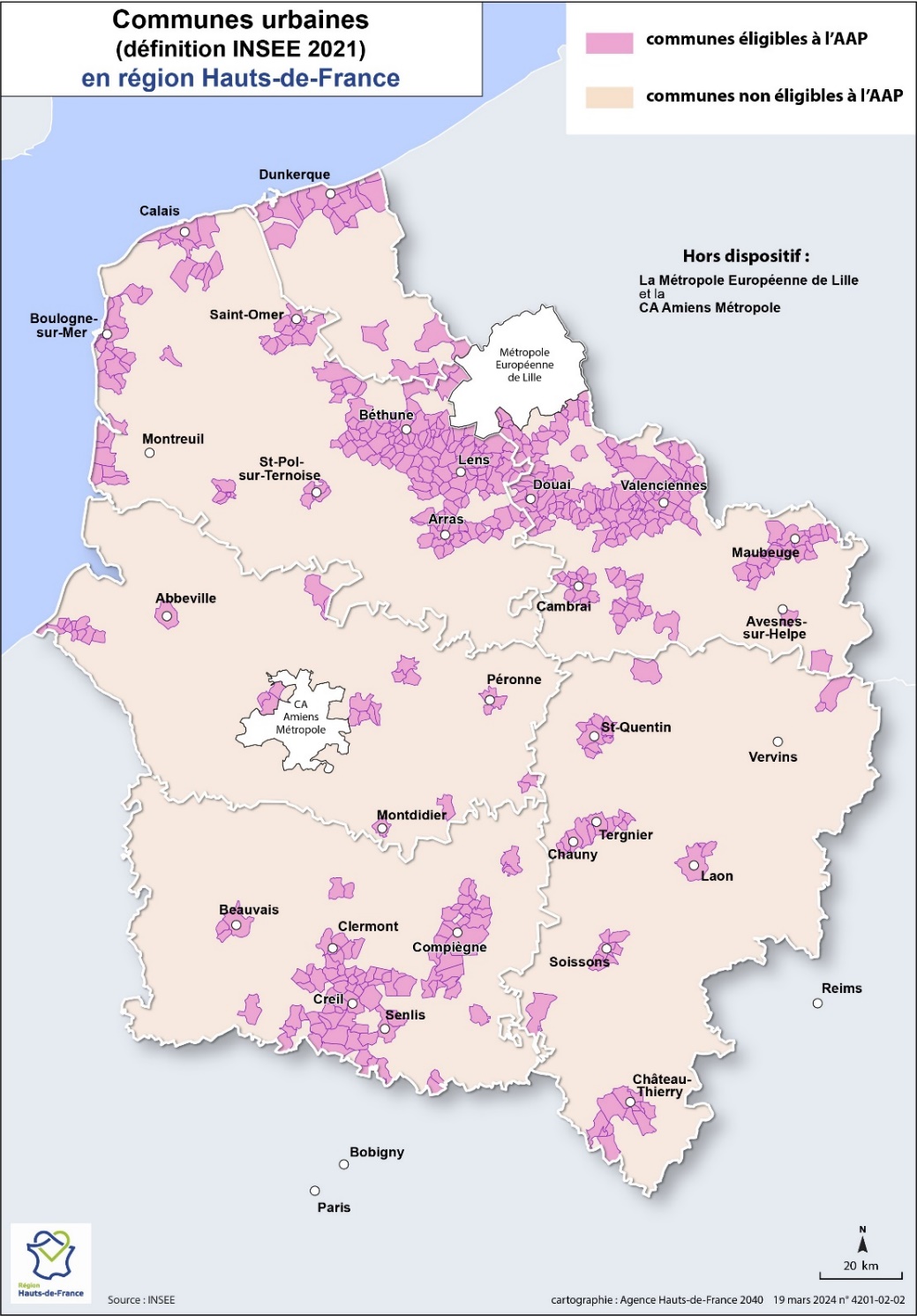
en précisant l’intitulé de l’appel à projets

# ANNEXE 1 RELATIVE AUX OBLIGATIONS EN MATIERE DE PUBLICITE

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **DESCRIPTIF GRAPHIQUE ET TECHNIQUE**  **DES MODALITES DE MISE EN ŒUVRE ET DROITS D’USAGE DES CONTENUS**    En signant la convention attributive d’aide européenne, le bénéficiaire s’engage à faire mention du soutien octroyé par le FEDER à l’opération, s’engage conformément aux dispositions précisées dans l’article 50 du règlement européen n°2021/1060 et son annexe IX à informer les participants à l’opération, les bénéficiaires de l’opération et le public du financement européen octroyé à l’opération.  **Caractéristiques techniques et normes graphiques**  Le bénéficiaire s’engage à apposer sur tous les matériels de communication relatifs à l’opération subventionnée et sur les livrables attendus, l’emblème de l’Union Européenne et, à côté, la mention «Financé par l'Union européenne» ou «Cofinancé par l'Union européenne». [[1]](#footnote-2)  Caractéristiques graphique de l’emblème[[2]](#footnote-3) :   |  |  |  |  |  |  | | --- | --- | --- | --- | --- | --- | |  | Financé par  l'Union européenne | |  | Cofinancé par  l'Union européenne | | | **Relex Blue :** | **Pantone Yellow** | | | | | | **Reproduction monochrome :** | | **Reproduction sur fond de couleur** : | | | |  | | S’il est impossible d’éviter un fond de couleur, entourer le rectangle d’un bord blanc, d’une épaisseur égale à un vingt-cinquième de la hauteur du rectangle. | | |   L'emblème occupe une place de choix sur les supports. Si d'autres logos sont affichés en plus de l'emblème, comme le logo Région dans le cadre d’une opération cofinancée par la Région[[3]](#footnote-4), ce dernier a au moins la même taille, mesurée en hauteur ou en largeur, que le plus grand des autres logos. La mention « Financé par l'Union européenne » ou « Cofinancé par l'Union européenne» figure en toutes lettres à côté de l'emblème. La police de caractères à utiliser avec l'emblème peut être l'une des suivantes: Arial, Auto, Calibri, Garamond, Trebuchet, Tahoma, Verdana et Ubuntu. L'italique, le soulignement et les effets ne doivent pas être utilisés. La taille de la police de caractères utilisée est proportionnée à la taille de l'emblème. La couleur de la police de caractères est le bleu de l’emblème, noir ou blanc selon la couleur du fond.  En cas de co-financement Régional, le bénéficiaire d’engage à respecter la charte graphique de la Région accessible au lien suivant : <https://www.hautsdefrance.fr/charte-graphique/>  **Application**  Le bénéficiaire appose sur les documents et supports d’information et de communication relatifs à la mise en œuvre d'une opération et destinés au public ou aux participants l’emblème européen et la mention « co financé par l’Union Européenne », tels que :   * les supports de communication tels que les produits imprimés, numériques et médiatiques, * les sites internet et leurs versions mobiles, * les documents (lettre de recrutement, marché publics, rapport d’études, émargement, power point)   Le bénéficiaire :   * fournit sur le site internet officiel, si un tel site existe, et les sites de médias sociaux du bénéficiaire une description succincte de l’opération, en rapport avec le niveau du soutien, y compris sa finalité et ses résultats, qui met en lumière le soutien financier de l’Union; * appose de manière visible une mention mettant en avant le soutien octroyé par l’Union sur les documents et le matériel de communication relatifs à la mise en œuvre d’une opération qui sont destinés au public ou aux participants; * appose un affichage bien visible du public, présentant l’emblème de l’Union conformément aux caractéristiques technique figurant à l’annexe IX du règlement européen 2021/1060 et reprise dans la présente annexe selon les modalités suivantes: * Un panneau ou une plaque permanente, dès que la réalisation physique d’opérations comprenant des investissements matériels commence ou que les équipements achetés sont installés, en ce qui concerne: * les opérations soutenues par le FEDER dont le coût total est supérieur à 500 000 EUR; * les opérations soutenues par le FSE+/FTJ dont le coût total est supérieur à 100 000 EUR; * au moins une affiche de format A3 au minimum, ou un affichage électronique équivalent, présentant des informations sur l’opération qui mettent en avant le soutien octroyé par les Fonds; dès lors que l’opération concernées ne relève pas des cas de figure ci-dessus. * pour les opérations dont le coût total dépasse 10 000 000 EUR, organise une action ou activité de communication, selon le cas, et en y associant en temps utile la Commission et l’autorité de gestion responsable   **Cas spécifiques**   * L’opération concernée est un instrument financier : le bénéficiaire s’assure au moyen des conditions contractuelles que les bénéficiaires finaux respectent les exigences en matière d’affichage telle qu’énoncées ci-dessous en point II. * Si plusieurs opérations se déroulent en un même lieu et sont soutenues par le même fonds européen ou des fonds différents, il y a lieu d'afficher au moins une plaque ou un panneau. * Si un financement supplémentaire est octroyé pour la même opération à une date ultérieure, il y a lieu d'afficher au moins une plaque ou un panneau. |  |

# ANNEXE 2 CARTOGRAPHIE DES ZONES ELIGIBLES A l’APPEL A PROJETS

Les zones éligibles sont représentées en rose sur la présente cartographie, consultable également en ligne [ici](https://sig.hautsdefrance.fr/ext/mv/?config=apps/domo_patrcult.xml) :



# ANNEXE 3 Dossier de CANDIDATURE



**Dossier de candidature**

**APPEL A PROJETS PATRIMOINE CULTUREL ET TOURISTIQUE**

**Programme Régional Hauts-de-France**

**2021-2027**

|  |  |
| --- | --- |
| Date de publication de l’AAP : dès la délibération exécutoire  Date limite de dépôt des réponses : six mois à compter de la publication de l’AAP sur le site [L’Europe s’engage en Hauts-de-France](https://europe-en-hautsdefrance.eu/)   |  | | --- | | **Le dossier de candidature devra être transmis en version électronique à l’adresse suivante :** europe-patrimoine@hautsdefrance.fr | |

1. INFORMATIONS DU CANDIDAT

|  |  |
| --- | --- |
| **Nom du candidat** | **[ à compléter]** |
| **Numéro SIRET** | **[ à compléter]** |
| **Adresse postale** | **[ à compléter]** |
| **Nom et qualité du responsable légal**  **Adresse email du responsable légal** | **[ à compléter]** |
| **Nom et qualité des personnes en charge du suivi du projet**  **Adresse email des personnes en charge du suivi du projet** | **[ à compléter]** |

1. INFORMATIONS GENERALES CONCERNANT LE PROJET

|  |  |
| --- | --- |
| **Montant total du projet** | **[ à compléter]** |
| **Montant FEDER souhaité** | **[ à compléter]** |

1. Le projet

*NB : Le porteur peut joindre à sa candidature tout document permettant une compréhension du projet : études, photos, schémas, extraits de documents, de délibérations, plans etc…*

1. *Pouvez-vous décrire le projet (contexte, objectifs, actions envisagées et résultats envisagés) ?*
2. *Quel est le calendrier prévisionnel du projet ? Merci de préciser les différentes étapes (études résultats d’appels d’offres, travaux…**)*
3. *Quelle est la localisation du projet ? (ville, caractéristiques de la localisation)*

|  |
| --- |
| Pour cette question, le candidat veillera à expliquer dans quelle mesure le projet représente un caractère patrimonial remarquable à une echelle au moins intercommunale ? Le patrimoine est-il classé ou inscrit ? |

1. *L’opération présente-t-elle un élément de patrimoine culturel et/ou touristique d’envergure intercommunale, départementale ou régionale ?*

|  |
| --- |
| Pour cette question, le candidat veillera à expliquer l’adéquation du projet avec la stratégie locale dans lequel le projet s’inscrit. |

1. *Dans quelle(s) stratégie(s) locale(s) s’inscrit le projet ? Comment s’y inscrit-il ?*

|  |
| --- |
| Pour cette question, le candidat veillera à expliquer dans quelle mesure les citoyens et/ou habitants et/ou usagers ont été associé ou sont associés dans l’élaboration, la mise en oeuvre et le suivi du projet ? Quelle forme cette association a-t-elle pris/prend t-elle: information ; recueil d’avis ; ateliers ; groupes de discussion ; co-construction…? |

1. *Dans quelle mesure les citoyens et/ou habitants et/ou usagers ont-ils été associés au projet ?*

|  |
| --- |
| Pour cette question, le candidat veillera à expliquer comment les enjeux de transition écologique et numérique sont prises en compte?  Pour la transition écologique, le projet prévoit-il une reduction de la consommation énergétique de l’infrastructure? est-il inscrit dans une demarche globale de renovation énergétique ? y a-t-il une dimension exemplaire prévu dans la dimension environnementale du bâti ?  Pour la transition numérique, le projet prévoit-il l’usage du numérique comme outil de démocratie culturelle et/ou comme vecteur de valorisation du patrimoine? Si oui, dans quelle mesure ? |

1. *Dans quelle mesure le projet prend-t-il en compte les enjeux de transition écologique et numérique ?*
2. Dans quelle mesure le projet permet l’inclusion et l’accessibilité à l’ensemble des visiteurs ?

|  |
| --- |
| Pour cette question, le candidat veillera à expliquer si le projet prévoit des aménagements spécifiques aux besoins spécifiques des visiteurs? Dans quelle mesure le projet prévoit-il des aménagements favorisant l’intéractivité des visiteurs ? Dans quelle mesure le projet prévoit-il des aménagements innovants et/ou basés sur l'expérimentation? |

1. Financement et pérénnité du projet
2. Le plan de financement

Merci de bien vouloir compléter le tableau ci-dessous en précisant les dépenses et les ressources prévisionnelles envisagés pour le projet.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **DÉPENSES** | | **RESSOURCES** | |
| *Nature des dépenses*  *(Nommer les différents lots des dépenses prévus)* | *Montant* | *Nature des ressources et nom du financeur*  *(Nommer le type de cofinanceur : Etat, Région, Département, EPCI, Commune, Autres publics, Privé, Autofinancement…)* | *Montant* |
|  |  | **Subvention FEDER** |  |
| **TOTAL** |  | **TOTAL** |  |

1. Le projet va-t-il générer des recettes ? quelles sont-elles ?
2. Le projet a-t-il vocation à perdurer dans le temps ? Comment ?

Fait à ……………….., le ……………….

Signature du représentant légal et cachet de la structure :

|  |
| --- |
|  |

1. <https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/eu-emblem-rules_fr.pdf> [↑](#footnote-ref-2)
2. <https://publications.europa.eu/code/fr/fr-5000100.htm> [↑](#footnote-ref-3)
3. <https://www.hautsdefrance.fr/charte-graphique/> [↑](#footnote-ref-4)